Archives orales et histoire des organisations

De l'ingénierie patrimoniale à la valorisation scientifique et culturelle
des sources orales

Florence Descamps

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/440>

DOI : 10.4000/ashp.440

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 245-248

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 139 | 2008, mis en ligne le 25 novembre 2008, consulté le 12 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/440> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.440>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2006-2007 : *De l'ingénierie patrimoniale à la valorisation scientifique et culturelle des sources orales* (concentration des cours sur un semestre en raison d'un travail à mi-temps (quinze séances)).

Pour ouvrir cette initiation à l'ingénierie historique, nous avons consacré une séance aux concepts d'ingénierie culturelle et d'ingénierie patrimoniale. Puis nous avons dégagé la notion d'ingénierie historique, analysé son émergence dans les années 1970 et 1980¹, précisé sa définition et consacré plusieurs séances aux réalisations qui peuvent lui être rattachées (agences culturelles privées, services d'archives, associations d'histoire d'entreprise et comités d'histoire ministériels, programmes archivistiques et patrimoniaux, développement d'un secteur de recherche, activités scientifiques et d'animation de la recherche, activités de diffusion et d'édition, communication historique, valorisation patrimoniale et médiation culturelle), ainsi qu'aux contraintes qui enserrant cette ingénierie (contraintes de calendrier, contraintes budgétaires, financières, juridiques, politiques, etc.)

Afin d'entrer dans le concret de l'application de cette notion d'ingénierie historique, nous avons choisi de concentrer notre étude sur l'ingénierie des archives orales dont l'acuité et l'actualité ne se démentent pas en France, pas plus qu'à l'étranger d'ailleurs. Un historique de l'acclimatation des archives orales au xx^e siècle a été mis en place, pour aboutir à la question de l'existence éventuelle, à côté de celle – indéniable – d'un patrimoine audiovisuel, d'un patrimoine oral. Dans un second temps, toutes les étapes de cette ingénierie des archives orales (étude du projet, définition des objectifs, mise au point du cadre juridique, réalisation des entretiens, archivage et conservation, rédaction des notices analytiques et biographiques, catalogage, questions juridiques et gestion des droits patrimoniaux) ont été passées en revue. Un accent particulier a été mis sur les enjeux de valorisation, sur les exploitations scientifiques ainsi que sur la multiplication des usages sociaux du témoignage oral.

Quatre études de cas ont ensuite été proposées aux étudiants.

En 2005-2006, un thème général avait été choisi et plus particulièrement travaillé : celui de la ville à travers les témoignages oraux. Une séance qui n'avait pu y trouver

1. Le premier à avoir employé et théorisé la notion d'ingénierie historique est Guy Thuillier, historien de l'administration et fondateur de nombreux comités d'histoire ministériels. Il a notamment écrit « Pour une théorie de l'ingénierie historique », dans *Pour une histoire de la bureaucratie*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, ministère de l'Économie et des Finances, 1999, p. 71-88. Nous avons pour notre part développé cette notion en étudiant les activités de ces mêmes comités d'histoire depuis leur émergence dans les années 1980 (Florence Descamps, « Quelques réflexions à propos des comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche historique ? », *Études et documents*, X [1998], p. 483-627).

sa place l'année précédente a été consacrée à l'expérience des archives orales de la ville de Pantin, menée sous la direction de Geneviève Michel, directrice des archives municipales¹, qui avait décidé d'étudier l'histoire d'un quartier bien particulier de sa ville, les Courtilières² : « Aux Courtilières. De la valorisation du patrimoine oral à la médiation culturelle ? ». Ces récits de la vie ordinaire et de la vie de quartier sur une trentaine d'années ont donné lieu là aussi à différentes opérations de valorisation (ateliers scolaires, « Les mardis de la parole », exposition, ouvrage, collecte de photos de d'archives privées, animation dans les maisons de quartier)³. Cette dernière initiative et celle de Frédérique Jacquet exposée l'année dernière illustrent l'intérêt que portent aujourd'hui les collectivités locales et les municipalités à l'histoire de leur territoire, notamment en banlieue parisienne ou à la périphérie des grandes métropoles françaises⁴. Elles traduisent aussi la permanence des problématiques de mémoire, tout en illustrant l'essor de l'histoire urbaine, celle de l'architecture, celle de l'urbanisme et celle de l'immigration depuis quelques années.

La deuxième expérience présentée a été celle de l'Association pour l'histoire des chemins de fer (AHICF) qui, acteur institutionnel décisif depuis trente ans pour l'histoire de ce secteur de recherche, a pris l'initiative en 2001 de constituer une collection d'archives orales selon deux axes⁵ : 1) l'histoire des métiers à la SNCF et 2) l'histoire des décisions stratégiques de la SNCF et de leur application depuis 1945 (Marie-Noëlle Polino responsable de l'AHICF et Sabine Loupien archiviste sonore)⁶. L'étape actuelle consiste à donner de la visibilité à ces corpus oraux et à envisager une valorisation technologique à la fois innovante et performante, grâce à la création

1. Geneviève Michel et Emmanuel Bellanger, *Pantin. Mémoire de ville, mémoire de communaux, XIX-XX^e siècles*, archives municipales de Pantin, 2001. Cent trente témoignages ont été collectés en 2003-2004, transcrits et déposés aux archives.
2. Sur l'histoire d'un autre quartier, voir Sylvain Taboury (dir.), *Histoire d'un grand ensemble 1953-2003*, Paris, Créaphis, 2005.
3. Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne, *Aux Courtilières, histoires singulières et exemplaires*, Paris, Créaphis, 2005.
4. Cf. la séance du 2 février 2007 à Saint-Denis consacrée à un quartier de la ville, « Franc Moisin entre histoire et mémoires » et la table ronde du 6 février dans le même lieu consacrée aux archives orales de la banlieue parisienne, intitulée *Collecter la mémoire des habitants, démarche historique ou sociale ?*, avec la participation de F. Jacquet des archives municipales de Saint-Denis, de G. Michel des archives municipales de Pantin, de G. Normand des archives municipales de Saint-Ouen, de F. Vasseur des archives municipales du Blanc-Mesnil et de S. Zaidman des archives départementales de Seine-Saint-Denis. Rappelons que les archives de France et la Délégation générale à la ville ont lancé en 2005 un programme national d'archives orales sur la politique de la ville. Il s'agit de recueillir des témoignages sur la perception des différents dispositifs, de la manière dont ils ont été mis en œuvre au plan local, des interactions vécues entre politique urbaine et politique sociale, entre actions institutionnelles et dynamiques associatives, entre politique nationale et politique locale. Il faut dire aussi que la loi oblige désormais dans le cadre des opérations de renouvellement urbain (démolition de tours ou de barres, réhabilitation des quartiers) à procéder à des collectes de mémoire ou de témoignages auprès des habitants du quartier concerné.
5. Le partenariat très étroit qu'entretient l'AHICF avec les universitaires a également permis le dépôt d'enquêtes réalisées par des chercheurs (par exemple, les quarante entretiens d'A. Beltran et de J.-F. Picard sur la naissance du TGV).
6. « Pour un programme de collecte d'archives orales : le personnel de la SNCF et son entreprise, 1937-2002 », *Revue d'histoire des chemins de fer*, 31 (automne 2004) et « De la série à l'individu, archives du personnel et archives orales », *La Gazette des Archives*, 198 (2005), actes des journées scientifiques organisées par l'AHICF et l'Association des archivistes français, les 15 et 16 mai 2003. À l'heure d'aujourd'hui, le nombre d'heures collectées s'élève à 200 heures environ.

d'une banque de données numérisées, sonores et consultables en ligne. L'étude est en cours grâce au concours financier de la Mission de recherche technologique (MRT) du ministère de la Culture avec un premier échantillon expérimental de quarante-cinq entretiens, soit une cinquantaine d'heures d'enregistrement¹.

Une troisième étude a été consacrée aux réalisations de l'Association pour l'histoire des caisses d'épargne, créée en 1995 (Jean Borenstein responsable de l'association et Philippe Masquelier responsable AO), qui mène elle aussi de nombreuses activités d'ingénierie patrimoniale et historique² et qui possède un corpus d'entretiens oraux sur la période post-1945. Là aussi l'accent a été mis sur les tentatives de valorisation de ces entretiens et plus largement sur l'usage culturel que font les caisses d'épargne de leur histoire et de leur mémoire « en interne »³. Une comparaison a été esquissée avec le ministère des Finances, qui a lui aussi des projets de valorisation de ses fonds oraux mais qui révèle un tout autre rapport à sa mémoire et à son histoire.

Enfin, la quatrième séance a été consacrée à la dernière opération de valorisation culturelle du Comité pour l'histoire économique et financière (CHEFF) qui possède trois mille heures d'enregistrement portant sur l'histoire financière, fiscale et économique de la deuxième moitié du xx^e siècle. Exploitées traditionnellement dans un cadre strictement scientifique par des chercheurs et des doctorants, les archives orales du comité ont pour la première fois fait l'objet d'une utilisation pédagogique et culturelle, par la réalisation d'un cédérom, incluant des extraits de témoignages, leur transcription, des images d'archives, les biographies des témoins, une chronologie, une introduction historique sur l'après-guerre et une introduction critique sur les témoignages oraux : *Les voix des Finances. Des hauts fonctionnaires racontent la vie économique de la France, 1945-1969*⁴.

Par ailleurs dans le cadre du séminaire, des exposés de travaux en cours ont été faits par les auditeurs : les archives orales aux archives départementales du Val-de-Marne (écomusée de Fresnes, création du département du Val-de-Marne, programme sur la seconde guerre mondiale et sur l'Occupation⁵, programme sur l'histoire de l'immigration dans le département) ; le redémarrage du Comité d'histoire de l'Équipement et la constitution d'archives orales⁶.

1. Une autre « banque » numérique d'enregistrements oraux à caractère historique existe, c'est celle des 247 témoignages oraux recueillis depuis 1995 par la Fondation pour la mémoire de la Déportation et conservés au Centre historique des Archives nationales. Un outil d'exploitation a été conçu sur mesure pour ce corpus d'entretiens par l'IRCAM. Pour en savoir plus, voir l'article de Michel Fingerhut sur le site suivant : <http://mediatheque.ircam/articles/textes/fingerhut05b> et le n° 103 de la revue *Cultures et archives* consacrées aux archives numériques. Il existe aussi d'autres applications du même genre dans le domaine ethnographique, par exemple à la phonothèque de la MMSH ou pour « Mémoire vivante en Picardie ».
2. Collecte d'archives privées, activités patrimoniales et muséographiques, expositions, bourses de recherche, colloques, publications, revue spécialisée *Les Cahiers de l'épargne*, ouvrages de synthèse, etc. Voir le site du Groupe caisses d'épargne, cédéroms...
3. Philippe Masquelier, *Une grande figure lorraine. Quarante ans de construction du Groupe caisses d'épargne. Entretiens avec Roger Guérard*, Les éditions de l'épargne, Paris, 2006.
4. Paris, CHEFF, 2006. Le cédérom comporte 40 minutes de témoignages et 23 minutes de voix « off ».
5. Ce programme qui a permis la collecte de 30 témoignages a donné lieu à une journée scientifique avec des historiens, à un documentaire audiovisuel et à un DVD à usage pédagogique.
6. Voir la journée d'étude du 15 février 2007 : *L'expérience du ministère de l'Environnement et du cadre de vie*, avec une exploitation de témoignages oraux. Actes parus dans *Pour mémoire*, n° hors série, septembre 2007.

Au mois de janvier, les séances ont été consacrées à la question des entretiens filmés, avec la comparaison entre deux corpus de témoignages oraux de survivants de la Déportation, l'un belge et l'autre français. Le premier corpus, constitué par l'antenne belge du Fortunoff Archive¹ entre 1992 et 1998 a été présenté par l'historienne, Hélène Wallenborn². Le second corpus a été présenté et commenté par Jean-Baptiste Péretié, intervieweur et historien, membre du projet « Mémoire de la Shoah » lancé en 2005 par l'INA et la Fondation pour la mémoire de la Déportation³. À partir de ces deux expériences, nous avons cherché à saisir les effets et les biais que la caméra peut provoquer sur le témoin et sur sa prise de parole. Ces séances ont été organisées avec le partenariat de la BDIC.

1. Les archives orales filmées des archives Fortunoff sont conservées à l'université de Yale.
2. Hélène Wallenborn, *L'historien, la parole des gens et l'écriture de l'histoire. L'exemple d'un fonds de témoignages survivants des camps nazis*, thèse de doctorat 2004, ULB, publiée en 2006 aux éditions Labor.
3. Le corpus compte une centaine d'heures d'entretiens filmés, sans montage ni coupes, transcrits.